



Les salariés trinquent, les syndicats tergiversent

On aurait pu s'attendre au moment où le capital fait payer aux travailleurs les "crises" qu'il génère, à une riposte syndicale à la hauteur des conséquences des décisions prises par le pouvoir.

Au lieu de cela, alors qu'il est urgent d'agir, les syndicats tergiversent - report de réunion, discussion à n'en plus finir, initiatives d'action décidées puis annulées ou reportées.

En clair, le syndicalisme français et en tout cas ses dirigeants s'accommodent de la situation. A l'urgence d'agir, les syndicats répondent par l'urgence d'attendre. C'est un positionnement politique. Et pourtant la colère des salariés et de la population se mesure par les luttes nombreuses dans tous les secteurs, qu'ils soient du public ou du privé. Cette colère pour qu'elle s'exprime plus fort devrait être fédérée, coordonnée. Or les syndicats sont divisés sur les formes d'action, les dates, les initiatives. Les salariés attendent autre chose des organisations syndicales.

Le chômage s'aggrave, la pauvreté s'étend, les services publics, la fonction publique sont de plus en plus soumis aux critères de la rentabilité que l'on connaît dans le privé. La santé, l'éducation nationale, la fonction publique territoriale sont dans le collimateur du pouvoir, pour soi-disant réduire les déficits publics. Que dire des salaires et des pensions qui ne cessent de diminuer. Autant de sujets (et bien d'autres) qui exigent un autre niveau de lutte. D'autant que de l'argent il y en a : 170 milliards d'euros ont été attribués aux entreprises sous différentes formes, exonérations, subventions multiples. Des milliards d'euros sont dilapidés pour "soutenir" les banques ou encore pour "chasser les dictateurs d'Afrique". Les profits des entreprises du CAC 40 voient leurs profits augmenter de 10% au premier semestre 2011. La masse des dividendes versés aux actionnaires par les entreprises (hors secteur bancaire) s'est élevée à 210 milliards d'euros en 2010. Serait-ce un sujet tabou pour les syndicats ? S'ils n'en parlent pas c'est qu'ils acceptent la situation.

La CFDT refuse la grève, FO et CFTC ne veulent même plus discuter avec les autres syndicats, la CGC discute avec le Gouvernement. Quand à la CGT, elle manœuvre en reculant au nom de l'unité. Elle s'en remet maintenant, après avoir consulté son Comité Confédéral à l'avis des syndicats d'entreprises. Mais malgré ce capharnaüm les enseignants ont décidé une journée d'action le 27 septembre et les retraités le 6 octobre. C'est cette voie là qu'il faut prendre, rien n'est plus urgent que d'agir.

"Communistes" s'y emploie.

www.sitecommunistes.org